

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 10 (1982)

DOI: 10.11588/fr.1982.0.51222

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Allan MITCHELL, *The German Influence in France after 1870. The Formation of the French Republic*, Chapel Hill (The University of North Carolina Press) 1979, 279 p.

Le titre du livre ne doit pas faire illusion. Allan Mitchell ne se propose pas de décrire les divers aspects de l'influence allemande en France, et son propos n'est pas celui d'une histoire de la pensée ou de la culture. Il veut, comme le suggère le sous-titre, rechercher l'influence du Reich allemand sur les débuts de la Troisième République, de la défaite à la République opportuniste, en se plaçant au plan de la politique et de l'économie. C'est une démarche originale, née de l'hypothèse que le poids du Reich est si considérable que les origines de la Troisième République ne peuvent s'expliquer en termes strictement français. Avec une approche scientifique, A. Mitchell s'inscrit dans la ligne de l'ouvrage polémique d'un ami de «l'Action française», le marquis de Roux, auteur en 1905 de «La République de Bismarck: les origines allemandes de la Troisième République». Familier de longue date de l'histoire allemande et française, A. Mitchell était bien armé pour cette histoire croisée. La bibliographie est sûre: on s'étonne seulement de n'y pas voir la thèse de Raymond Poidevin sur les relations économiques franco-allemandes. La documentation d'archives est de premier ordre. L'auteur confesse sa «fureur de l'inédit». Il a mené des investigations considérables dans les archives françaises et allemandes. Il établit avec force que celles-ci sont une source indispensable pour l'histoire de la Troisième République. Dans les archives françaises, on appréciera l'attention qu'il porte aux papiers d'hommes d'Etat, Jules Favre, Gambetta, Thiers, dont l'historiographie française s'est désintéressé à l'excès depuis des années.

Bismarck et Thiers, la «Libération du Territoire», le compromis constitutionnel, le 16 mai, et l'avènement des républicains, une histoire qu'on croit connaître est vue sous un angle nouveau. La manière dont les autorités allemandes ont connu et compris les problèmes politiques français, les attitudes qu'elles ont adoptées, et les appréciations qu'elles ont portées, tel est l'un des apports de ce livre. Il confirme amplement ce qu'on pressentait: Bismarck préférait Thiers et une république modérée à quelque restauration. Lors du vote de l'amendement Wallon, l'ambassadeur Hohenlohe estime que cette évolution n'est «pas défavorable» à l'Allemagne. Sans doute l'auteur, qui aborde aussi les questions financières et douanières, ne pouvait-il évoquer tous les aspects de la «confrontation» franco-allemande. On eût aimé des développements plus étoffés sur les catholiques devant le Kulturkampf, ou sur le poids de l'exemple allemand sur la pensée des républicains en matière scolaire. Surtout, on eût souhaité une conclusion étoffée qui revienne sur l'affirmation de départ selon laquelle «la création d'une mentalité républicaine ne peut s'expliquer en termes proprement français». A vrai dire, l'ouvrage ne démontre guère cette thèse, sans doute volontairement paradoxale. En revanche, il invite à une relecture féconde d'une histoire qu'on croit trop aisément connue.

Jean-Marie MAYEUR, Paris

Susanne MILLER / Heinrich POTTHOFF, *Kleine Geschichte der SPD, Darstellung und Dokumentation 1848–1980*, Bonn (Verlag Neue Gesellschaft) 1981, 416 p.

Pour sa quatrième édition, la «petite histoire du SPD» réunit en un seul les deux volumes tout d'abord publiés séparément en 1974. Outre le texte des deux auteurs, qui sont l'un et l'autre sociaux-démocrates, on y trouve une trentaine de documents programmatiques, une dizaine de pages de statistiques politiques, économiques et sociales, une chronologie sommaire et une abondante bibliographie. Quelques illustrations apportent une touche vivante à un ouvrage auquel son style et son appareil critique donnent plutôt le sérieux d'un manuel.

Dans la première partie qui couvre l'évolution du socialisme allemand de 1848 à la fin de la

seconde guerre mondiale, Heinrich Potthoff trouve un bon équilibre entre la description informative et la synthèse. En à peine 150 pages il parvient à dégager les lignes de force de 100 ans d'histoire sans jamais cesser d'être vivant et nuancé. Par delà les évolutions et les ruptures, Potthoff souligne l'importance de deux handicaps initiaux qui affectent de façon décisive l'action ultérieure de la social-démocratie: c'est d'abord, au moment de sa constitution, l'isolement du mouvement ouvrier dans une société où l'industrialisation ne va pas de pair avec la modernisation politique et sociale. A la différence de ses homologues dans les autres pays de l'Europe occidentale, la social-démocratie allemande ne peut compter faire alliance avec une bourgeoisie qui, profitant matériellement de la constitution de l'Etat bismarckien, a largement abandonné ses idéaux de liberté. Ainsi, c'est au seul socialisme qu'échoit la double tâche de lutter à la fois pour la démocratie politique et pour l'émancipation des travailleurs. De cette situation découle en partie le deuxième handicap dont souffre le mouvement socialiste allemand, le dualisme de la théorie et de la pratique. Déjà perceptible au sein de la branche Lassallienne, avant le congrès unificateur de Gotha, il est renforcé par le »Sozialistengesetz« qui, paradoxalement, favorise à la fois la diffusion du marxisme et le légalisme de l'action. La contradiction est particulièrement visible dans le programme d'Erfurt adopté en 1891, programme qui reste pratiquement la référence jusqu'à la fin de la République de Weimar, puisqu'en 1925 le programme de Heidelberg en reprend les principales articulations.

A la lumière de ces deux facteurs, nous pouvons mieux comprendre l'attitude du SPD dans les périodes de crise. Ainsi, le ralliement à l'union sacrée en 1914 ne peut guère être interprété comme une trahison des dirigeants, dans la mesure où l'évolution de tout le mouvement social-démocrate avait de longue date préparé une telle réaction. Par delà le radicalisme verbal et l'affirmation de son identité à travers une contre-culture, le parti s'est d'ores et déjà installé dans une pratique réformiste. Pour reprendre une formule de Dieter Groh, à la veille de la première guerre mondiale, la social-démocratie est confinée dans un »attentisme révolutionnaire«, et on peut largement parler à son sujet d'une »intégration négative« dans la société wilhelminienne.<sup>1</sup> En 1918 l'esprit bureaucratique des dirigeants (M)SPD et leur attachement aux institutions de la démocratie bourgeoise, tant attendues sous l'Empire, apparaissent de façon criante. Aveuglés par le légalisme, ils sont incapables d'utiliser le potentiel démocratique des conseils et se rangent du côté de l'ordre pour se satisfaire ensuite d'un régime dans lequel la démocratie économique et sociale n'est guère qu'inscrite à la constitution. Si pendant toute l'entre-deux-guerres le SPD est effectivement le seul véritable défenseur de la République de Weimar, il s'attache trop à la défense des institutions, sans voir que derrière leur façade les forces de la réaction ont gardé une position dominante. Lorsque survient la crise économique qui lamine les partis démocrates en faisant basculer la petite bourgeoisie vers le fascisme, l'attachement à une conception formelle de la démocratie et le manque d'innovation programmatique acculent le parti social-démocrate dans une position défensive. Attaqué simultanément par la droite et la gauche, il refuse jusqu'au dernier moment la mobilisation des militants et reste impuissant devant la venue d'Hitler au pouvoir.

Si Potthoff reconnaît que, face à la montée du national-socialisme, le SPD disposait d'une marge de manœuvre très étroite, s'il insiste sur la responsabilité écrasante du parti communiste dans l'écroulement de la République de Weimar, il n'en est pas moins très critique vis à vis de son parti. A son sens, l'erreur cardinale est commise à la naissance du régime lorsque les commissaires du peuple choisissent de s'appuyer sur les forces traditionnelles pour endiguer la révolution. Dès lors, l'engrenage des radicalismes de droite et de gauche ne pourra être stoppé et le SPD, comme la République, y seront broyés. Potthoff, qui refuse de souscrire au jugement longtemps défendu par l'historiographie ouest-allemande selon lequel en 1919 il n'y avait de

<sup>1</sup> Cf. Dieter GROH, *Negative Integration und revolutionärer Attentismus. Die deutsche Sozialdemokratie am Vorabend des 1. Weltkrieges*, Frankfurt/M. – Berlin 1973.

choix qu'entre bolchevisme et liberté, reprend finalement à son compte l'interprétation d'Arthur Rosenberg. Et quand il souligne à plusieurs reprises (p. 28, 96 et 168) que la social-démocratie allemande n'est pas parvenue à réaliser ses idéaux sociaux parce qu'elle s'est trop fixée sur la défense des idéaux démocratiques hérités de la révolution de 1848, il rejoint effectivement la conclusion de l'« Histoire de la République de Weimar »: « En Allemagne, la République bourgeoise a été en 1918 l'œuvre de la classe ouvrière. La bourgeoisie elle-même a combattu ou n'a fait que soutenir mollement la République naissante. En 1930 la République bourgeoise a fait naufrage parce que son sort a été remis entre les mains de la bourgeoisie et parce que la classe ouvrière n'était plus assez forte pour la sauver. »<sup>2</sup>

Les années de résistance au national-socialisme et d'exil favorisent le rassemblement des socialistes, mais aussi une réflexion sur les erreurs commises. L'option pour une démocratie sociale (« eine radikal-demokratische Republik » – p. 166) qui marque le manifeste de Prague comme le programme de l'Union des organisations socialistes allemandes en Grande-Bretagne se retrouvera dans les programmes d'après-guerre: en ce sens « 1945 est un nouveau début, non une césure » (p. 168).

Susanne Miller, qui traite dans la deuxième partie du livre du devenir social-démocrate de 1945 à nos jours, reconnaît également les éléments de continuité par delà « l'année zéro ». Non seulement le SPD continue de présenter un programme anti-capitaliste, mais il a en Schumacher un dirigeant de stature historique qu'on peut apparenter à la catégorie des tribuns populaires.<sup>3</sup> Le parti a la même intransigeance qu'auparavant et il pâtit du même réflexe à trop vite se réfugier dans l'opposition (ce qu'il fait au sein du Wirtschaftsrat au printemps 1947). On retrouve en somme ses défauts historiques: faiblesse de la théorie (« La renaissance du parti s'effectue dans un vide idéologique » – p. 178) et illusion que l'évolution doit naturellement le mener au pouvoir. Comme cet espoir ne se réalise pas, la dure réalité d'une opposition infructueuse conduit alors à la grande révision de la fin des années 60. Par le double revirement du Congrès de Godesberg et de la déclaration au Bundestag d'Herbert Wehner le 30 juin 1960 le SPD abandonne toute référence marxiste et se rallie aux grands principes de la politique étrangère d'Adenauer.

Si cette rupture est profonde, elle est en fait moins subite qu'il n'apparaît. Susanne Miller, qui exerçait alors des responsabilités dans l'appareil dirigeant du parti et qui a été la femme de Willy Eichler, un des principaux artisans du changement, peut montrer en connaissance de cause que l'idée du ralliement fait son chemin progressivement, à partir de 1954. Plus fondamentalement, l'aggiornamento du SPD est facilité par des évolutions en profondeur. Non seulement la social-démocratie avait dès 1945 tenté des ouvertures en direction des milieux chrétiens, mais surtout il est évident que depuis la guerre elle ne possède plus son caractère d'« Integrationspartei »: bien avant Godesberg l'époque de la « sub-culture » social-démocrate est révolue. L'évolution vers le modèle du « Volkspartei », confirmé de façon si éclatante par les résultats des élections de 1972, était d'ailleurs amorcée dès la République de Weimar. Un des éléments de ce que S. Miller appelle « le nouveau style » du SPD est assurément la volonté de gouverner et d'accepter à cette fin les risques et les compromis nécessaires. De fait, face à la crise politique en 1966 les nouveaux dirigeants sociaux-démocrates ne fuient plus la responsabilité. Cependant, cet exercice du pouvoir a ses contraintes. Depuis l'accession à la chancellerie de Willy Brandt, pour le parti, la solidarité avec le gouvernement prime nettement sur le débat interne. Certains parleront de réalisme, mais n'y a-t-il pas là un appauvrissement? S. Miller ne pose pas assez nettement le problème. Depuis le congrès de Bad Godesberg le SPD souffre en effet d'un vide idéologique d'autant plus difficile à combler que la référence privilégiée pour l'action politique est désormais davantage l'électeur que le militant. Les démêlés de la direction avec les jeunes socialistes le montrent bien, puisque c'est précisément au congrès de Hanovre en 1973, un des rares congrès

<sup>2</sup> Cf. ARTHUR ROSENBERG, *Geschichte der Weimarer Republik*, Frankfurt/M. 1970, p. 211.

<sup>3</sup> Cf. WOLFGANG ABENDROTH, *Aufstieg und Krise der deutschen Sozialdemokratie*, Köln 1978, p. 71.

de »l'après-Godesberg« libre de toute hypothèque électorale, que le débat avec l'opposition interne a été le plus vif. Certes la réflexion programmatique au sein du parti n'est pas complètement tarie, comme en témoignent les efforts pour élaborer des perspectives à moyen terme avec le »cadre d'orientation 1973-1985«. Mais le jugement que l'auteur porte sur le rôle des jeunes socialistes qui, »malgré le manque de maturité de leurs revendications et leur tendance à surestimer théories et »modèles« ont le mérite de »susciter (par leur critique) une réflexion nécessaire sur les questions fondamentales de la politique social-démocrate« (p. 217) apparaît quelque peu rhétorique: il évite de rendre compte de leurs objections et reflète d'ailleurs très bien la tactique de la direction qui a mis en chantier l'Orientierungsrahmen en partie pour canaliser le mécontentement de l'aile gauche. Sur le fond, l'adoption de ce programme au congrès de Mannheim en 1975 laisse subsister, comme le remarque lucidement P. Glotz, »un reste de perplexité« (p. 229).

Le problème, que le SPD partage avec tous les partis sociaux-démocrates au pouvoir, est en effet de retrouver une référence théorique à la fois pour préserver l'identité du parti et pour éviter qu'à force de pragmatisme son action s'enlise dans le »pilotage à vue«. A cet égard l'étude de S. Miller, qui se limite largement à la description de l'évolution politique et des rapports entre parti et gouvernement, fournit peu d'éléments de réflexion. Sa tâche était certes bien plus malaisée que celle de H. Potthoff qui pouvait travailler avec le recul de l'historien et s'appuyer sur de très nombreux travaux scientifiques;<sup>4</sup> reste qu'il peut apparaître insuffisant d'affirmer sans plus de précision que les documents de travail de la Grundwertekommission sont à même de stimuler la réflexion sur les valeurs fondamentales de la social-démocratie, sur leurs conséquences pour l'activité du parti et sur »leur enracinement dans la tradition du mouvement ouvrier« (p. 230).

Sur ce dernier point – en quoi l'histoire du mouvement social-démocrate aide-t-elle à situer le SPD aujourd'hui – la »Petite histoire du SPD« apporte finalement une réponse ambiguë. De l'expérience historique les deux auteurs tirent bien un enseignement commun, le socialisme ne peut être séparé de la liberté: comme défenseur de la démocratie, le SPD est et doit rester l'héritier des idéaux révolutionnaires de 1848. Mais au delà de ce dénominateur commun, leur interprétation semble diverger: alors qu'H. Potthoff porte un regard critique et regrette que le mouvement social-démocrate ne se soit pas donné les moyens de mieux défendre la démocratie en en faisant une démocratie sociale, S. Miller semble plutôt approuver le choix de Bad-Godesberg qui a résolu la difficulté traditionnelle à accorder théorie et pratique en subordonnant la théorie. De cette ambiguïté résulte sans doute »le reste de perplexité« qui subsiste dans l'esprit du lecteur quand il referme le livre.

A. LATTARD, Paris

Angestellte im europäischen Vergleich. Die Herausbildung angestellter Mittelschichten seit dem späten 19. Jahrhundert, hg. v. Jürgen KOCKA, Göttingen (Vandenhoeck et Ruprecht) 1981, 378 p.

S'il est bien naturel que les historiens aient d'abord porté leur attention sur les militants ouvriers et sur les capitaines d'industrie, car les uns et les autres sont les protagonistes en vue des luttes sociales, un tableau exact de la société du XX<sup>e</sup> siècle doit considérer également les couches

<sup>4</sup> On remarquera cependant que dans son histoire du mouvement ouvrier, parue il y a plus de quinze ans, Helga Grebing s'était efforcée de présenter une analyse de la situation sociale des travailleurs même pour le chapitre traitant la période d'après-guerre. Cf. Helga GREBING, *Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, München 1966.